

PS



L'Information Hennebontaise

Supplément du Rappel du Morbihan Octobre 2011

Section hennebontaise du Parti Socialiste

Sénatoriales : Victoire historique dans le Morbihan
Odette Herviaux, Michel Le Scouarnec, Joël Labbé
Ce n'est qu'un début !

QU'EST-CE QUE LES PRIMAIRES CITOYENNES ?

Pour la première fois **à Hennebont** comme dans toute la France, des Primaires citoyennes sont organisées **le 9 et le 16 octobre 2011**.

Le droit **pour tous ceux qui veulent le changement** de désigner le (la) candidat(e) de la gauche à la Présidentielle en votant pour **un(e) des six candidat(e)s** qui se sont présenté(e)s.

QUI PEUT VOTER ?

Tous les électeurs inscrits sur les listes électorales d'**Hennebont** ou de **Brandérion** (4 bureaux de vote au Centre Socio-culturel d'Hennebont).

Une **participation symbolique de 1euro** et un **engagement aux valeurs de la Gauche** sont demandés.

PRIMAIRES CITOYENNES

Les 9 et 16 octobre 2011

C'EST VOUS QUI
DÉCIDEZ!

LES CANDIDATS



Arnaud
Montebourg



Martine
Aubry



Jean-Michel
Baylet



Manuel
Valls



François
Hollande



Ségolène
Royal



Section hennebontaise du Parti Socialiste 10 Av. de la Libération www.ps-hennebont.fr

Ne pas jeter sur la voie publique

Qui peut voter ?

x Tous les Hennebontais inscrits sur les listes électorales avant le 31 décembre 2010.

Quand ?

x Premier tour le **dimanche 9 octobre**, de 9 heures à 19 heures.

x Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue, 2ème tour entre les deux candidats les mieux placés le **dimanche 16 octobre**.

Où ?

x Dans le hall du **Centre Socio-Culturel**, rue Gabriel Péri. Les 3 bureaux de vote sont tenus par des bénévoles.

Comment ?

x A l'entrée, un assesseur vous demandera votre identité.

x Il vous demandera de signer un engagement de reconnaissance dans les valeurs de la Gauche, et de verser une participation de 1 € minimum.

x Il vous indiquera dans quel bureau vous êtes inscrit.

x Pour la suite, c'est comme pour les autres scrutins (bulletins, enveloppe, vote secret dans l'isoloir, émargement).

Pourquoi une participation de 1 € ?

x Cette participation permet de couvrir les frais d'organisation des primaires (ils ne sont pas pris en charge par l'Etat).

x Pour permettre à chacun de voter, elle a été fixée à 1 €, minimum, pour tous les votants, y compris pour les adhérents. Vous pouvez verser plus.

En quoi consiste l'engagement de reconnaissance dans les valeurs de la Gauche ?

x «Je me reconnais dans les valeurs de la Gauche et de la République, dans le projet d'une société de liberté, d'égalité, de fraternité, de laïcité, de justice et de progrès solidaire.»

Quelles garanties de confidentialité ?

x Les listes d'émargement ne sont pas publiques. Elles seront détruites après le scrutin. Les données contenues dans le fichier central informatisé seront également supprimées. Il sera dès lors impossible de "prouver" que vous avez voté à ce scrutin..



lesprimairescitoyennes.fr



Rejoignez le Parti Socialiste (section d'Hennebont)

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité(e) aux réunions de la section hennebontaise du parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Section hennebontaise du Parti Socialiste
10 Av. de la Libération - 56 700 HENNEBONT
Contact tél : 06 60 75 74 04
Site internet : www.ps-hennebont.fr





Économie mondiale : faut-il avoir peur du « double dip » (le double plongeon)

Après la première crise mondiale en 2008, nous avons provisoirement « sauvé les Banques », aux frais du contribuable.

Mais de nouveau tous les signaux mondiaux se sont mis au rouge, la crainte du pire prospère de jour en jour et on parle de plus en plus de double récession.

Les banques, par l'intermédiaire des agences de notation, attaquent les dettes souveraines des États.

Les Agences de notation pilotées par les banques portent une lourde responsabilité : n'oublions pas que tout a (re)commencé en Août par la baisse de la note Triple A des États Unis.

Il est vrai que les banques, en spéculant sur les dettes souveraines des États peuvent obtenir un rendement de 17 % à court terme, peu leur importe si elles créent les conditions du chaos économique.

Et en Europe, les Libéraux comme Sarkozy et Merkel laissent faire la loi du marché. Il est loin le temps où un De Gaulle disait que « la Politique de la France ne se fait pas à la corbeille » !

Mais nous savons où cette politique nous mène, l'exemple de la Grèce est édifiant : en effet, la rigueur imposée aux Grecs est drastique.

- L'ensemble du secteur public est à vendre ; on privatise à tout va les aéroports, les ports, les parts publiques dans le gaz et le pétrole, les services postaux, l'Électricité...
- On licencie à tour de bras les fonctionnaires, ce qui détruit les services publics
- On taille à tout va dans les salaires et les retraites. Du coup l'activité économique a ralenti sous l'effet de la baisse de la consommation. Conséquence : les recettes fiscales ont chuté de 6,4 % sur les 7 premiers mois de l'année.

En fait, le remède est pire que le mal, et les taux d'intérêts sur les dettes sont si importants qu'une telle politique ne peut nous mener qu'à la faillite.



Une règle d'or pour quoi faire ?

Les Libéraux nous serinent qu'il n'y a qu'une seule politique possible : réduire les dépenses publiques pour disent-ils séduire les marchés et convaincre les agences de notation.

Certains conseillers de Nicolas Sarkozy souhaitent même que l'on s'enfonce plus avant dans la crise afin d'augmenter les mesures d'austérité en rognant sur les salaires, sur les prestations sociales et sur la réduction des dépenses publiques. A ce prix, la France endurera tout à la fois la dette, la crise économique et sociale et le chômage de masse.

Tout l'enjeu de la réélection de Sarkozy est là : le faire apparaître comme l'homme providentiel notamment en imposant sa soi disant *règle d'or*.

- C'est dérisoire, face aux 100 milliards de déficit prévus cette année et aux 1650 Milliards de la dette nationale.
- C'est dérisoire, quand on se rappelle que Sarkozy n'a jamais respecté la règle d'or européenne, qu'il n'a jamais autant creusé les déficits du Budget qu'au cours de son quinquennat, en diminuant les recettes fiscales de l'État pour faire un cadeau de 100 milliards d'euros par an aux plus riches .

La stratégie du Front National n'est pas différente : s'appuyer sur la crise pour faire peur en demandant la sortie de l'euro et prendre toutes les mesures protectionnistes et discriminatoires qui sont son fond de commerce.

Pourtant, chacun sait que l'austérité aveugle casse la croissance. Même Mme Lagarde au FMI le dit : il est urgent de soutenir l'activité, muscler l'investissement, faciliter le crédit, favoriser l'emploi. C'est ce que préconise Obama dans son nouveau plan de 300 Milliards d'euros : « *Bientôt, les millions d'ouvriers qui sont au chômage vont pouvoir se salir les mains, en construisant des routes, des ponts et d'autres infrastructures publiques* » a-t-il déclaré.

Ne l'oublions pas : la désespérance sociale est le terrain de la peur. La haine est le terreau des extrêmes. Nous sommes nombreux à dire STOP, nombreux à nous souvenir des récits de nos aînés décrivant l'engrenage fatal des années 30. Ne tombons pas dans ce piège.



Sortir de la crise par le haut

L'Europe actuelle, pourtant la plus grande puissance économique mondiale, est divisée et incapable de prendre des décisions politiques.

Pilotée par les Libéraux comme Sarkozy et Merkel, l'Europe est livrée aux spéculateurs et confrontée à l'impuissance de nos politiques incapables de maîtriser une finance sans bride.

Nous, Socialistes, nous pensons que notre devoir est de maîtriser le changement pour qu'il soit source de progrès et d'équité pour tous.

Pour cela, on peut s'inspirer des recommandations du **Conseil pour le futur de l'Europe**. Parmi ce groupe d'experts on compte d'anciens dirigeants comme Jacques Delors, Gerhard Schröder, Tony Blair, Felipe Gonzales et des économistes de valeur comme le prix Nobel Joseph Stiglitz.

Ils proposent

- une plus grande intégration économique et budgétaire
- la création d'Euro obligations qui permettent de neutraliser la dette des pays de la zone Euro.
- la construction d'une Europe Fédérale fixant des règles communes en matière fiscale et sociale.



Après avoir sauvé les banques, sauvons notre économie ; et pour cela, l'Europe est la solution et non le problème.

Céline Goaper-Bilien : non à la suppression d'une classe à Jean Macé



Après la suppression d'une classe à l'école Curie, une autre école subit la règle mathématique appliquée aveuglément par l'académie. Et c'est par la presse que les parents d'élèves de Jean Macé, dont je fais partie, ont appris 2 jours après la rentrée qu'une classe était supprimée, entraînant ainsi la suppression d'un poste d'enseignant et d'une ATSEM. L'école fonctionne donc désormais avec 3 classes à deux niveaux, ce qui pose des difficultés aux enseignants tant dans l'organisation matérielle que la disponibilité auprès des enfants. L'inspectrice d'académie a pu énoncer le projet individualisé comme priorité de rentrée, aucun élève ne pourra pourtant en profiter dans des classes surchargées. Nous, les parents, nous sommes indignés.

Il convient de rappeler quelques vérités sur l'action du président actuel et de son gouvernement en matière d'éducation :

- La politique menée par Nicolas Sarkozy consistant à supprimer plus de 60.000 emplois dans l'Éducation nationale a accru les difficultés. Le taux de scolarisation des enfants de moins de trois ans est passé en dix ans de 34% à 13% privant ainsi des dizaines de milliers d'enfants du droit à l'éducation.
- Les Réseaux d'Aides Spécialisées (RASSED) qui prenaient en charge le traitement individualisé de la difficulté scolaire sont démantelés.
- La France est devenue le pays de l'OCDE où le nombre d'élèves par enseignant dans le primaire est le plus élevé. Notre système éducatif est un de ceux qui reproduit le plus les inégalités sociales. 150.000 jeunes sortent chaque année de l'école sans qualification et notre taux de chômage des jeunes nous classe au 24ème rang des 27 pays de l'Union européenne. Or, toutes les études le démontrent, c'est durant la petite enfance et durant le primaire que se construit la structure intellectuelle de l'enfant.

Le coût de création de 12.000 emplois dans l'éducation peut être estimé à 500 millions € par an. La droite dit que c'est de l'irresponsabilité budgétaire. Mais elle n'était pas gênée par le bouclier fiscal qui coûtait 700 millions € par an, et elle a fait voter un allègement de l'ISF au printemps dernier qui coûte 1,7 milliards € par an.

Donner la priorité à l'éducation, c'est une nécessité sociale et économique. La France n'investit plus assez dans



l'éducation. Il s'agit de l'avenir de nos enfants et il se décide à l'école et nulle part ailleurs.

